



## Edito

Depuis des mois, la population est confrontée à une crise sanitaire sans précédent qui a de graves effets sur le plan économique et social, touchant particulièrement les personnes les plus fragiles. L'accroissement de la précarité, la multiplication des plans sociaux et des mesures restreignant les libertés individuelles et collectives (confinement, loi Sécurité globale...) fragilisent nos structures sociales et démocratiques.

Dans l'Éducation, la crise sanitaire a de nouveau détérioré des conditions de travail et d'étude déjà fortement dégradées par les attaques de ce gouvernement contre le système scolaire. En multipliant et enchainant injonctions contradictoires et attermolements, le ministre a épuisé les personnels qui se trouvent dans un état de fatigue rarement atteint.

L'implantation des demi-groupes dans les lycées n'a pas réglé tous les problèmes de fond liés aux effectifs et à la récente réforme du Bac. La multiplication des arrêts maladie pour Covid ou protection des personnes vulnérables entraîne des problèmes de remplacements obligeant l'administration à recourir massivement aux contractuel·les précaires. L'obligation d'adapter en permanence les situations de travail (quelles qu'elles soient) entraîne très souvent une explosion des horaires de travail et une insécurité psychologique générant ainsi fatigue et profond malaise. La très forte mobilisation des personnels de Vie scolaire le 1<sup>er</sup> décembre est à ce titre symptomatique.

La crise sanitaire et les décisions gouvernementales ont accentué les inégalités. La CGT Éduc'action rappelle qu'il y a urgence à instaurer une autre politique. Il faut absolument prendre de réelles mesures concrètes et immédiates, comme cela a été le cas dans d'autres pays d'Europe, pour affronter la crise à l'École. En refusant de recruter massivement des personnels afin d'assurer les aménagements nécessaires, d'alléger les programmes et de combattre les inégalités, le gouvernement et le ministère sont restés sourds à ces exigences.

Pire encore, le ministre poursuit une politique agressive et dangereuse à l'égard des salarié·es de l'Éducation nationale à travers un « agenda social » (pour des mesures catégorielles) au rythme soutenu et un « Grenelle de l'Éducation » qui vise à transformer très profondément l'École, ses objectifs, sa structure, les métiers et les statuts des personnels.

La CGT Éduc'action dénonce une politique ministérielle qui nie les exigences et revendications des personnels de l'Éducation nationale qui ont, plus que jamais, besoin de considération à travers l'amélioration de leurs conditions de travail et d'une revalorisation salariale immédiate très conséquente via un rattrapage de toutes les rémunérations de 400€ mensuels et une augmentation indiciaire. Nous ne pouvons pas nous contenter des très faibles « revalorisations » inscrites au budget 2021 (primes informatique ou catégorielles) qui ne concerneront qu'une minorité de personnels et qui excluent les personnels les plus précaires comme les AED ou les AESH.

Pour combattre ces mesures, mais aussi le mépris du ministre vis-à-vis des personnels, la CGT Éduc'action appelle tous les personnels à poursuivre les mobilisations en cours localement et à construire dès maintenant une dynamique de mobilisation pour préparer la **grève du mardi 26 janvier 2021**. Pour la CGT Éduc'action, il y a urgence à exiger des créations de postes statutaires, une autre politique éducative permettant l'émancipation de tous et toutes, le dégel de la valeur du point d'indice couplé à des mesures significatives de revalorisation des salaires et des carrières dans l'Éducation.